

SOMMAIRE

	Pages
RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	2
COMPTES CONSOLIDES EXERCICES 1998 ET 1997	8
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	12
COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 1998	27
ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX	31
RESULTAT DES CINQ DERNIERS EXERCICES	41
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 1998	42
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU 31 DECEMBRE 1998	43
RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (exercice clos le 31/12/98)	45
PROJETS DE RESOLUTIONS PRESENTE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	47
RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ADMINISTRATION ET LA DIRECTION	48



**RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 24 JUIN 1999**

Chers Actionnaires,

Conformément à la Loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de l'activité de notre société et de ses filiales durant l'exercice clos le 31 Décembre 1998 et de soumettre à votre approbation les comptes dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux .

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des commissaires aux comptes.

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'Article 148 du décret du 23 Mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

Nous vous précisons par ailleurs que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et méthodes comptables que l'année précédente.

Nous commenterons les comptes de l'exercice 1998 en abordant successivement :

- Les comptes consolidés du Groupe,
- Les comptes sociaux de CRIT SA,
- L'activité des filiales,
- Les perspectives pour l'exercice 1999,
- Les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice,
- Le renouvellement de mandats des commissaires aux comptes et autres rappels légaux.

LES COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE

Les chiffres clés

en MF	1996	1997	1998
Chiffre d'affaires	694,71	904,97	1 179,16
Résultat d'exploitation	37,05	48,24	62,48
Résultat financier	- 1,52	- 2,63	- 1,30
Résultat courant	35,53	45,61	61,17
Résultat net part du Groupe	21,06	25,20	32,53
Effectifs	3 480	4 439	5 699

Sur les deux derniers exercices, le chiffre d'affaires consolidé a connu une progression de 30 % par an.

Au 31 Décembre 1998, ce chiffre d'affaires s'est élevé à 1 179 MF.

Cette croissance a été principalement portée par le secteur du TRAVAIL TEMPORAIRE qui réalise un chiffre d'affaires de 1 002 MF contre 741 MF l'année précédente, soit une augmentation de 35 %.

Le Groupe a bien maîtrisé l'évolution de ses charges d'exploitation, et notamment le coût de la réduction des allègements sur les bas salaires (justifiant l'augmentation des frais de personnel), ce qui lui permet de dégager un résultat d'exploitation de 62,48 MF contre 48,24 MF en 1997, (soit une progression de 29,5%) représentant 5,30 % du chiffre d'affaires.

La croissance étant autofinancée, le Groupe ne supporte quasiment pas de frais financiers. Son résultat financier s'établit à -1,30 MF.

Ainsi, le bénéfice net consolidé s'établit sur l'exercice 1998 à 32, 53 MF, contre 25,20 MF en 1997, soit une progression de 29 %. Il représente 2,7 % du montant du chiffre d'affaires, soit un pourcentage au dessus de la moyenne de notre profession.

LES COMPTES SOCIAUX DE CRIT SA

La Société CRIT SA qui a une vocation de société holding tire ses revenus de la facturation de ses prestations (de services, d'assistance, de gestion et de location immobilière) aux filiales et des dividendes versés par ces mêmes filiales.

La Société réalise ainsi un chiffre d'affaires en 1998 de 20,26 MF, contre 17,99 MF en 1997 et dégage un résultat d'exploitation de 4,60 MF contre 1,58 MF en 1997.

Le bénéfice de l'exercice, en progression de 22,8 % s'établit à 10,84 MF.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le pôle travail temporaire

(En MF)	1998	1997
Chiffre d'affaires	1 002,42	741,50

Ce pôle, dont l'activité représente 85 % du chiffre d'affaires du Groupe, est constitué des Sociétés CRIT INTERIM, LES VOLANTS (filiales à 98,08 % de CRIT INTERIM), AB INTERIM et LES COMPAGNONS, lesquelles, tout en fonctionnant en totale synergie les unes avec les autres, permettent au Groupe de renforcer sa position concurrentielle.

Le réseau a été renforcé au cours de l'exercice écoulé par l'ouverture de 13 nouvelles agences, dont 6 issues de l'acquisition des fonds de commerce FREEWORK et SUD OUEST INTERIM, pour atteindre au 31 Décembre 1998, un total de 92 agences.

Il convient par ailleurs de noter que par acte en date du 21 Décembre 1998, la Société CRIT INTERIM est devenue propriétaire des fonds de commerce des 28 agences du Groupe INTERWORK dont elle assurait l'exploitation depuis le 1er Juillet 1996.

L'extension de son réseau d'agences permet au Groupe très présent localement, de répondre à toutes demandes, dans toutes régions, et dans tous secteurs. Sa très forte implantation auprès des PME et grandes entreprises, a permis au Groupe sur l'exercice 1998 de conserver des marges fortes.

Le pôle maintenance - industrie

(En MF)	1998	1997
Chiffre d'affaires	70,37	52,65

Ce pôle regroupe la Société ECM (Engineering Conception Maintenance), bureau d'Etudes, intervenant principalement dans les domaines de l'automobile et de l'aéronautique, et la Société MASER (Matériels de servitudes) qui, outre des activités de chantiers (comme le câblage ou les travaux d'électricité), réalise notamment tous équipements spéciaux et prototypes pour l'industrie, la marine et l'aéronautique, et tous groupes de piste mobiles pour l'aéronautique, civile ou militaire.

Ce pôle a connu en 1998 une progression de 33,66 % de son chiffre d'affaires liée notamment à un renforcement de son équipe commerciale et à la reprise du secteur automobile enregistrée sur l'exercice.

Le pôle sécurité - nettoyage

Cette branche d'activités, qui regroupe les sociétés CRIT SECURITE, KO PROTECTION SARL et C'CLEAN, représente 5 % du chiffre d'affaires total du Groupe.

(En MF)	1998	1997
Chiffre d'affaires	61,48	75,92

Ces activités subissent depuis plusieurs exercices un contexte conjoncturel difficile et très concurrentiel qui a amené le Groupe à procéder au cours de l'exercice 1998 à une réorganisation du pôle sécurité.

Ainsi, dans un souci de confier l'exploitation de l'activité Gardiennage-Surveillance à la seule Société CRIT SECURITE, il a été décidé, avec effet au 28 Mars 1998, de dissoudre les filiales ASSISTANCE EURO SECURITE, PROTHEUS et VIGILIA par transmission universelle de leurs patrimoines à CRIT SECURITE.

Sur ces secteurs de la sécurité et du nettoyage en mutation, le Groupe entend privilégier son développement par croissance interne, par intensification de son action commerciale et l'abandon progressif des marchés à faible rentabilité.

Les autres activités

Le Groupe, développe à travers sa filiale CRIT CENTER, une activité de négoce et vente aux particuliers et professionnels, d'outillage et de fournitures industrielles.

L'exercice 1998 a été pour CRIT CENTER un exercice de consolidation des acquisitions de fonds de commerce effectuées au cours de l'exercice 1997. Son chiffre d'affaires s'est ainsi établi à 38,7 Millions de Francs soit une progression de 36 % par rapport à 1997.

L'activité de la société LEBREC (la construction et les installations électriques), tend à s'orienter de plus en plus vers la rénovation de biens immobiliers, en particulier la réhabilitation d'immeubles à usage de bureaux vers des immeubles à usage d'habitation.

Son chiffre d'affaires s'établit à 5,1 Millions de Francs en 1998.

LES PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 1999

Nous envisageons de réaliser en 1999 un chiffre d'affaires consolidé de 1 333 Millions de Francs.

La part du secteur TRAVAIL TEMPORAIRE qui demeure l'axe de développement prioritaire du Groupe, devrait compte tenu de la montée en puissance de notre réseau, se renforcer encore pour atteindre en 1999, 87 % du chiffre d'affaires d'ensemble.

Nous poursuivrons en effet en 1999 notre volonté d'extension nationale, notre objectif étant de passer le cap des 100 agences au cours de l'exercice 1999.

Nous avons ainsi depuis le 1er Janvier 1999 créé 4 nouvelles agences dont une spécialisée dans le secteur médical, à MULHOUSE.

Nous avons également poursuivi notre croissance externe par l'acquisition d'une participation de 99 % dans le capital de la Société GESTION TRAVAIL INTERIM, exploitant 4 agences de travail temporaire situées dans les départements de l'Oise et du Val d'Oise et ayant réalisé en 1998 un chiffre d'affaires de 66 Millions de Francs.

Enfin, concernant notre développement européen, nous vous précisons qu'un projet d'implantation en Italie est actuellement à l'étude.

Ainsi, compte tenu de notre politique de développement, et du niveau d'activité enregistré depuis le début de l'exercice, le Groupe connaîtra en 1999 une croissance de son chiffre d'affaires supérieure aux prévisions de 15 % annoncées lors de son introduction sur le second Marché de la Bourse de Paris.

Pour accompagner sa stratégie d'expansion, le Groupe a renouvelé l'intégralité de son parc informatique. Cette opération a été également conçue dans la perspective des échéances Euro et An 2000.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Nous vous rappelons que l'introduction de notre société sur le second marché de la Bourse de Paris a eu lieu le 18 Mars 1999.

225 000 titres, soit 10 % du capital ont été mis à la disposition du Public au prix unitaire d'introduction de 30 Euros.

RENOUVELLEMENT DE MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les mandats de la Société PRICE WATERHOUSE COOPERS, Commissaire aux Comptes titulaire et de Monsieur FORSZPANIAK Jean-Marie, Commissaire aux Comptes suppléant, arrivent à expiration à l'issue la présente réunion.

La société PRICE WATERHOUSE COOPERS et Monsieur FORSZPANIAK en sollicitant le renouvellement, nous vous prions de bien vouloir renouveler lesdits mandats pour une durée de six exercices.

RAPPELS LEGAUX

PRISE DE PARTICIPATIONS

Notre Société a acquis au cours de l'exercice, 425 parts sociales de la société ARIANE COURSES, portant ainsi sa participation dans le capital de cette société de 10 % à 95 %.

AFFECTATION DU RESULTAT

L'exercice écoulé s'est traduit par un bénéfice de 10 838 628,84 Francs, que nous vous proposons d'affecter comme suit :

- A titre de dividende aux actionnaires, 6 525 000,00 Francs
Soit 2,90 Francs pour chacune des 2 250 000 actions composant le capital social,
ouvrant droit à un impôt déjà versé au Trésor de 1,45 Francs
et à un revenu à déclarer de 4,35 Francs.

- Le solde, soit 4 313 628,84 Francs
Au poste « Autres réserves »

DIVIDENDES DISTRIBUES AU COURS DES TROIS EXERCICES PRECEDENTS

(En Franc, par action, pour 2 250 000 actions) :

	BRUT	AVOIR FISCAL	NET
Exercice 1995	Néant	Néant	Néant
Exercice 1996	2,40 Frs	0,80 Frs	1,60 Frs
Exercice 1997	3,36 Frs	1,12 Frs	2,24 Frs

DETENTION DU CAPITAL SOCIAL

Conformément aux dispositions de l'Article 356-3 de la Loi, nous vous indiquons que :
Monsieur Claude GUEDJ détient plus des 2/3 du capital social et des droits de vote.

LA LISTE DES MANDATS SOCIAUX

Nous vous précisons que la liste des mandats sociaux est disponible au siège social et peut être adressée aux actionnaires qui en font la demande.

Nous vous invitons, après lecture des rapports présentés par vos Commissaires aux Comptes, à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mr Claude GUEDJ
Président

Mme Yvonne GUEDJ
Administrateur

Mme Nathalie JAOUJ
Administrateur

Mme Karine GUEDJ
Administrateur



BILAN CONSOLIDE - EXERCICES 1998 ET 1997

	31/12/1998		31/12/1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Immobilisations incorporelles (note 1.B)	1 475	9 676	5 845
Fonds de commerce (note 3)	1 270	8 333	5 056
Autres immobilisations incorporelles	205	1 343	789
Immobilisations corporelles (notes 1.C, 3)	2 527	16 576	16 373
Autres valeurs immobilisées (note 1.D)	2 118	13 891	13 709
Prêts et créances à plus d'un an	1 451	9 516	9 833
Titres de participation	246	1 615	1 746
Autres immobilisations financières	295	1 936	1 535
Impôts différés, partie à plus d'un an (note 1.I)	126	824	595
Valeurs d'exploitation (notes 1.E, 4)	2 222	14 573	14 442
Valeurs réalisables à court terme	52 754	346 043	300 055
Créances clients et comptes rattachés (notes 1.F, 5)	50 270	329 749	282 963
Impôts différés, partie à moins d'un an (note 1.I)	703	4 608	3 480
Autres débiteurs à moins d'un an (note 6)	1 781	11 685	13 613
Valeurs mobilières de placement (note 7)	91	598	4
Banques et caisses (note 7)	10 210	66 975	23 856
TOTAL DE L'ACTIF	71 397	468 332	374 285
Capital social	3 430	22 500	22 500
Primes et réserves	12 459	81 725	61 561
Résultat de l'exercice	4 960	32 535	25 204
Capitaux propres	20 849	136 760	109 265
Intérêts minoritaires	385	2 528	1 993
Dettes financières à long terme (note 8)	2 407	15 790	23 373
Provisions et passifs à long terme (note 9)	1 647	10 806	10 593
Provisions pour risques et charges	1 643	10 776	10 585
Autres passifs à long terme	4	30	8
Dettes à court terme	46 109	302 448	229 061
Dettes financières à court terme	2 459	16 130	2 694
Dettes financières à long terme - partie à moins d'un an (note 8)	914	5 993	4 224
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 177	33 962	38 677
Dettes fiscales et sociales (note 10)	36 994	242 664	180 827
Autres passifs à moins d'un an	565	3 699	2 639
TOTAL DU PASSIF	71 397	468 332	374 285

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

**COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES -
EXERCICES 1998 ET 1997**

	1998		1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Chiffre d'affaires (note 2)	179 761	1 179 156	904 967
Autres produits d'exploitation	3 867	25 368	16 195
Production stockée et immobilisée	- 21	- 136	134
Subvention d'exploitation	167	1 097	561
Autres produits d'exploitation	3 721	24 407	15 500
Charges d'exploitation	- 174 104	- 1 142 048	- 872 923
Achats consommés	- 6 343	- 41 604	- 35 721
Charges de personnel	- 149 110	- 978 101	- 707 907
Autres charges d'exploitation (note 11)	- 18 651	- 122 343	- 129 295
RESULTAT D'EXPLOITATION	9 524	62 476	48 238
Produits financiers	109	714	268
Charges financières	- 307	- 2 019	- 2 897
RESULTAT FINANCIER (note 12)	- 198	- 1 305	- 2 629
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES	9 326	61 171	45 609
Produits et charges exceptionnels (note 13)	- 383	- 2 510	- 1 134
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES	8 943	58 661	44 475
Impôt sur les bénéfices (note 14)	- 3 873	- 25 406	- 18 765
Impôt courant		- 26 765	- 20 452
Impôt différé		1 359	1 687
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	5 070	33 255	25 710
Intérêts minoritaires	- 110	- 720	- 506
RESULTAT NET PART DU GROUPE	4 960	32 535	25 204
RESULTAT NET PAR ACTION REVENANT A CRIT S.A. (note 1.k)			
Nombre moyen d'actions en circulation	2 250 000	2 250 000	1 331 250
Résultat net par action	2,20 Euros	14,46 Francs	18,93 Francs

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE - EXERCICES 1998 ET 1997

	1998		1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Résultat net de l'exercice	4 960	32 535	25 204
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	799	5 243	4 015
Dotation nette aux provisions pour risques et charges	29	191	1 024
Variation des impôts différés long terme et court terme, hors effet du changement de méthode	- 207	- 1 359	- 1 687
(Plus) / moins valeurs sur cessions d'immobilisations corporelles	1	5	- 1 763
(Plus) / moins valeurs sur cessions d'immobilisations incorporelles	7	46	- 200
Intérêts des minoritaires dans le résultat net des sociétés intégrées	110	720	506
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	5 699	37 381	27 099
(Augmentation) / réduction des valeurs d'exploitation	- 20	- 131	- 671
(Augmentation) / réduction des créances clients et comptes rattachés	- 7 132	- 46 786	- 35 720
(Augmentation) / réduction des autres débiteurs	294	1 928	5 037
Augmentation / (réduction) des dettes fournisseurs et comptes rattachés	- 719	- 4 715	16 048
Augmentation / (réduction) des dettes fiscales et sociales	9 427	61 837	31 357
Augmentation / (réduction) des autres passifs à court terme	162	1 061	- 135
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION	7 711	50 575	43 015
Dividendes	- 799	- 5 244	- 3 841
Remboursement net des prêts et créances à plus d'un an	48	317	47
Augmentation / (réduction) nette des dettes financières à plus et à moins d'un an	- 886	- 5 814	7 285
FLUX LIES AUX OPERATIONS FINANCIERES	- 1 637	- 10 741	3 491
Investissements en immobilisations incorporelles	- 870	- 5 705	- 5 799
Investissements en immobilisations corporelles	- 678	- 4 446	- 4 462
Produits de cession d'immobilisations corporelles	132	864	1 989
Produits de cession d'immobilisations incorporelles			250
Variation des autres immobilisations financières	- 41	- 270	233
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	- 1 457	- 9 557	- 7 789
VARIATION DE LA TRESORERIE	4 617	30 277	38 717
Trésorerie au 1er janvier	3 226	21 166	- 17 551
Variation de la trésorerie	4 617	30 277	38 717
Trésorerie au 31 décembre (note 1.G)	7 843	51 443	21 166

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES CONSOLIDES

	Part du Groupe		Intérêts minoritaires	
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers d'euros	En milliers de francs
Fonds propres consolidés au 1er janvier 1997	14 546	95 414	245	1 604
Bénéfice de l'exercice 1997	3 842	25 204	77	506
Effet des changements de méthode (note 1)				
Amortissement des fonds de commerce	- 1 568	- 10 283		
Impôts différés	405	2 654		
Dividendes versés	- 549	- 3 600	- 37	- 241
Autres mouvements	- 19	- 124	19	124
Fonds propres consolidés au 31 décembre 1997	16 657	109 265	304	1 993
Bénéfice de l'exercice 1998	4 960	32 535	109	720
Dividendes versés	- 768	- 5 040	- 31	- 204
Autres mouvements			3	19
Fonds propres consolidés au 31 décembre 1998	20 849	136 760	385	2 528

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
exercices clos les 31 décembre 1997 et 1998

1 - PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés du Groupe CRIT sont établis dans le cadre des dispositions légales et réglementaires actuellement en vigueur en France. Les principes et méthodes comptables utilisés par le Groupe sont décrits aux paragraphes 1.A à 1.J ci-dessous.

Afin de présenter des comptes consolidés plus proches de la réalité économique, le Groupe CRIT a décidé de mettre en oeuvre en 1997 les changements de méthodes comptables suivants.

Changements de méthodes comptables ayant affecté les comptes 1997

* Amortissement des fonds de commerce

Jusqu'au 31 décembre 1996, les fonds de commerce n'étaient pas amortis dans les comptes consolidés présentés par le Groupe CRIT.

A compter du 1er janvier 1997, les fonds de commerce et les écarts d'acquisition sont amortis linéairement sur la durée estimée d'utilisation.

Conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 97-02 du 18 juin 1997 relatif aux changements de méthodes comptables, les amortissements cumulés au 1er janvier 1997, tels qu'ils auraient résulté de l'application de cette méthode au cours des années antérieures, ont été imputés en minoration des réserves consolidées au 1er janvier 1997, pour un montant de 10 283 milliers de francs.

* Impôts différés

Jusqu'au 31 décembre 1996, les impôts différés étaient calculés sur une base partielle, les différences temporaires relatives aux provisions pour congés payés, à la contribution sociale de solidarité et aux provisions pour indemnités de départ à la retraite étant exclues des bases d'imposition différée.

A compter du 1er janvier 1997, les impôts différés sont calculés sur une base globale, l'ensemble des différences temporelles existant entre le résultat consolidé et la base fiscale correspondante étant retenues dans l'assiette de calcul.

Conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité n° 97-02 du 18 juin 1997 relatif aux changements de méthodes comptables, l'écart entre les impôts différés constatés au 1er janvier 1997 et ceux qui auraient été comptabilisés si cette méthode avait été appliquée au cours des années antérieures, a été imputé en majoration des réserves consolidées au 1er janvier 1997, pour un montant de 2 654 milliers de francs.

a) Principes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles CRIT S.A. exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont intégrés globalement.

La société S.N.I., détenue à hauteur de 31,50%, est en liquidation et, à ce titre, n'est pas consolidée. La consolidation par mise en équivalence de S.N.I. au 31 décembre 1997 et 1998 ne modifierait pas les montants des fonds propres consolidés, ni du résultat net consolidé de ces deux exercices.

La liste des sociétés consolidées est présentée en note 18 ci-après.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les écarts d'acquisition, les fonds commerciaux acquis, des droits audiovisuels et d'autres valeurs immobilisées.

Les survaleurs, résultant de l'écart entre la valeur d'acquisition des titres de participation des sociétés consolidées et la quote-part correspondante des fonds propres de ces sociétés à la date de la prise de participation, sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et amorties linéairement sur la durée estimée d'utilisation.

Les fonds commerciaux sont enregistrés à leur valeur d'acquisition. Conformément à la nouvelle méthode adoptée en 1997, ces fonds commerciaux font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée estimée d'utilisation. Au compte de résultat, la charge d'amortissement est enregistrée sous la rubrique «produits et charges exceptionnels».

Les droits audiovisuels sont enregistrés à leur valeur d'acquisition. Compte tenu des faibles perspectives actuelles de commercialisation de ces droits, une provision pour dépréciation a été constituée.

Les subventions d'investissement perçues au titre des productions audiovisuelles sont comptabilisées en moins des immobilisations concernées.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan consolidé à leur coût historique, qui correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes.

	Durée d'amortissement
Constructions	40 ans
Agencements et aménagements	3 à 5 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 à 8 ans
Matériel informatique et matériel de bureau	3 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans

Les immobilisations dont le financement est assuré par des contrats de crédit-bail sont inscrites à l'actif du bilan pour leur prix de revient au moment de l'acquisition, et sont amorties suivant le mode et les durées d'amortissement indiqués ci-dessus. La dette correspondante est inscrite au passif du bilan consolidé.

d) Immobilisations financières

Les prêts à plus d'un an sont essentiellement composés de prêts effectués dans le cadre de l'effort de construction. Ils sont enregistrés pour leur valeur nominale.

Les titres de participation non consolidés représentent les intérêts du Groupe dans le capital de sociétés non consolidées et figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Des provisions pour dépréciation sont constatées en cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, celle-ci étant généralement appréciée en fonction de la quote-part de situation nette et des perspectives de rentabilité de chaque société.

Les titres de participation non consolidés comprennent, en particulier, les parts détenues par le Groupe dans la SOCAMETT, et dans des organismes financiers de type mutualiste.

e) Valeurs d'exploitation

Les stocks et les travaux en cours sont enregistrés au plus bas du prix de revient ou de la valeur de remplacement (activité industrielle et de négoce) ou à la valeur d'acquisition (activité de marchand de biens de CRIT S.A.). Dans le cadre de l'activité industrielle et de négoce, les prix de revient sont calculés suivant la méthode «premier entré - premier sorti».

Des provisions pour dépréciation sont constatées lorsque la valeur ci-dessus est supérieure à la valeur de marché estimée. Plus spécifiquement, dans le cadre de l'activité de marchand de biens de CRIT S.A., des provisions ont été comptabilisées sur la base d'expertises réalisées par un expert immobilier indépendant en 1997.

f) Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale taxes comprises.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire, appréciée en fonction de la situation juridique et financière de chaque débiteur défaillant, est inférieure à la valeur nominale.

Les créances douteuses sont provisionnées à hauteur de 100% de leur valeur hors taxe, déduction faite, le cas échéant, de la fraction couverte par les assurances.

g) Trésorerie

Dans le tableau de financement, la trésorerie est définie comme l'ensemble des liquidités du Groupe CRIT en comptes courants bancaires, caisses et valeurs mobilières de placement, sous déduction des dettes financières à court terme.

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées au bilan consolidé au plus bas de la valeur d'acquisition ou de la valeur de marché.

h) Indemnités de départ en retraite

Les engagements relatifs aux indemnités de départ en retraite font l'objet d'une provision dans les comptes consolidés. Le montant des engagements est déterminé selon une évaluation actuarielle prenant en compte des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, d'accroissement des salaires et d'actualisation.

i) Imposition différée

Certains retraitements de consolidation apportés aux comptes sociaux des entités consolidées, ainsi que certains décalages d'imposition dans le temps, existant dans les comptes sociaux, peuvent conduire à des différences temporaires entre la base imposable fiscalement et le résultat retraité avant impôt.

Dans les comptes consolidés, conformément à la nouvelle méthode adoptée en 1997, ces différences donnent lieu à la constatation d'impôts différés calculés sur une base globale suivant la méthode du report variable.

En 1997 et 1998, le Groupe a pris acte de la décision du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité relative à la contribution temporaire de 15% majorant l'impôt sur les sociétés, et a donc appliqué le taux majoré de 41,67% (23,75% pour le taux réduit) aux différences temporaires ayant une échéance antérieure au 31 décembre 1998, 40% (22,8%) aux différences temporaires ayant une échéance au 31 décembre 1999, et 36,67% (20,9%) aux différences temporaires ayant une échéance postérieure.

j) Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel enregistre l'ensemble des éléments qui, du fait de leur nature ou de leur montant, ne peuvent pas être rattachés aux activités ordinaires de l'exercice.

k) Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Au cours de l'exercice 1997, le nombre de titres en circulation a été porté de 45 000 à 2 250 000 suite à une augmentation de capital par incorporation de réserves, pour 18 000 milliers de francs, et à une réduction de la valeur nominale des actions de 100 à 10 francs.

2 - INFORMATIONS PAR SECTEURS D'ACTIVITE ET ZONES GEOGRAPHIQUES

L'activité du Groupe CRIT est entièrement réalisée en France.

La contribution des secteurs d'activité aux données financières consolidées est donnée ci-dessous.

1998 (en milliers de francs)	Intérim	Sécurité/ Nettoyage	Autres activités	Charges communes	Total
Chiffre d'affaires	1 002 421	61 482	111 430	3 823	1 179 156
Frais de personnel	867 658	50 527	46 789	13 127	978 101
Résultat d'exploitation	76 118	1 143	16 173	- 30 958	62 476
Effectifs permanents au 31 décembre	264	320	185	40	809
Effectifs intérimaires au 31 décembre	4 890	-	-	-	4 890

1998 (en milliers d'euros)	Intérim	Sécurité/ Nettoyage	Autres activités	Charges communes	Total
Chiffre d'affaires	152 818	9 373	16 987	583	179 761
Frais de personnel	132 274	7 703	7 133	2 001	149 111
Résultat d'exploitation	11 604	174	2 466	- 4 719	9 524

1997 (en milliers de francs)	Intérim	Sécurité/ Nettoyage	Autres activités	Charges communes	Total
Chiffre d'affaires	741 497	75 916	84 303	3 251	904 967
Frais de personnel	595 681	60 676	37 309	14 241	707 907
Résultat d'exploitation	73 414	504	4 993	- 30 673	48 238
Effectifs permanents au 31 décembre	235	396	143	45	819
Effectifs intérimaires au 31 décembre	3 620	-	-	-	3 620

Au 31 décembre 1998, l'effectif permanent était constitué de 98 cadres (1997 : 90) et 711 employés (1997 : 729).

3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

* Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de fonds de commerce, dont la variation au cours de l'exercice s'analyse de la manière suivante :

	En milliers d'euros	En milliers de francs
Fonds de commerce au 31 décembre 1997	771	5 056
Acquisitions nettes de fonds de commerce	750	4 920
Amortissements de l'exercice (note 13)	- 251	- 1 643
Fonds de commerce au 31 décembre 1998	1 270	8 333

Les investissements réalisés durant l'exercice 1998 en immobilisations incorporelles, soit 5 705 milliers de francs (870 milliers d'euros), sont essentiellement constitués d'acquisitions de fonds de commerce, dont les fonds de commerce Sud-Ouest Intérim pour un montant de 2 076 milliers de francs (316 milliers d'euros), Free-Work pour 1 427 milliers de francs (218 milliers d'euros) et le solde du fonds de commerce Interwork pour 1 780 milliers de francs (271 milliers d'euros).

* Immobilisations corporelles

Les valeurs des immobilisations corporelles comprennent :

(En milliers de francs)	31/12/1998			31/12/1997		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Terrains	3 532		3 532	3 532		3 532
Constructions	10 818	- 5 454	5 364	10 825	- 5 137	5 688
Installations techniques, matériels et outillages industriels	3 644	- 3 336	308	3 719	- 3 296	423
Matériel informatique et matériel de bureau	18 774	- 11 424	7 350	16 513	- 9 898	6 615
Matériel de transport	257	- 235	22	377	- 262	115
Total	37 025	- 20 449	16 576	34 966	- 18 593	16 373

(En milliers d'euros)	31/12/1998		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Terrains	539		539
Constructions	1 649	- 831	818
Installations techniques, matériels et outillages industriels	556	- 509	47
Matériel informatique et matériel de bureau	2 862	- 1 742	1 120
Matériel de transport	39	- 36	3
Total	5 645	- 3 118	2 527

Les biens financés par des contrats de crédit-bail et inscrits à l'actif du bilan consolidé (note 1.C), figurent dans les catégories d'immobilisation décrites ci-dessus pour les montants suivants :

(En milliers de francs)	31/12/1998			31/12/1997		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Terrains	2 881		2 881	2 881		2 881
Constructions	8 119	- 3 654	4 465	8 119	- 3 451	4 668
Matériels et outillages	1 823	- 1 814	9	1 823	- 1 780	43
Total	12 823	- 5 468	7 355	12 823	- 5 231	7 592

(En milliers d'euros)	31/12/1998		
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes
Terrains	439		439
Constructions	1 238	- 557	681
Matériels et outillages	278	- 277	1
Total	1 955	- 834	1 121

4. VALEURS D'EXPLOITATION

Les valeurs d'exploitation comprennent :

	31/12/1998		31/12/1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Valeurs brutes			
<u>Activité de marchand de bien</u>			
Appartement	1 276	8 368	8 368
Local industriel	267	1 750	1 750
<u>Activité industrielle et de négoce</u>			
En-cours de production	33	219	411
Marchandises	841	5 514	5 153
Produits finis	5	30	68
	2 421	15 881	15 750
Provisions pour dépréciation			
Activité de marchand de bien - appartement	- 199	- 1 308	- 1 308
	- 199	- 1 308	- 1 308
Total	2 222	14 573	14 442

5. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les clients et comptes rattachés comprennent :

	31/12/1998		31/12/1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Clients et comptes rattachés (1)	53 048	347 972	306 698
Provision pour créances douteuses	- 2 774	- 18 223	- 23 735
Total	50 270	329 749	282 963

(1) Le poste clients et comptes rattachés comprend des effets remis à l'encaissement au 31 décembre 1998 mais présentant des dates d'échéances comprises entre le 1er et le 15 janvier 1999, pour un montant de 52 603 milliers de francs, soit 8 019 milliers d'euros (1997 : 46 523 milliers de francs).

6. AUTRES DEBITEURS A MOINS D'UN AN

Les autres débiteurs à moins d'un an comprennent :

	31/12/1998		31/12/1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Taxe sur la valeur ajoutée	1 371	8 993	8 882
Avances au personnel	48	312	432
Charges constatées d'avance	164	1 073	3 282
Autres créances provisionnées	581	3 813	3 426
Autres débiteurs à moins d'un an	199	1 307	1 017
	2 363	15 498	17 039
Provisions sur autres créances	- 582	- 3 813	- 3 426
Total	1 781	11 685	13 613

7. VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de SICAV de trésorerie.

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

8. DETTES FINANCIERES A LONG TERME

Les dettes financières à long terme sont constituées des éléments suivants :

	31/12/1998		31/12/1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	942	6 182	7 364
Participation des salariés	1 435	9 411	15 796
Emprunts et dettes financières diverses	30	197	213
<i>Sous total - Partie à plus d'un an</i>	<i>2 407</i>	<i>15 790</i>	<i>23 373</i>
Partie à moins d'un an des dettes financières à long terme	914	5 993	4 224
Total	3 321	21 783	27 597

Les échéances des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit sont les suivantes :

	31/12/1998	
	En milliers d'euros	En milliers de francs
2000	640	4 197
2001	303	1 985
2002	-	-
<i>Sous total - Partie à plus d'un an</i>	<i>942</i>	<i>6 182</i>
Partie à moins d'un an	670	4 393
Total	1 612	10 575

Les emprunts auprès des établissements de crédit sont soumis à des intérêts à taux fixes à hauteur de 549 milliers de francs, et à des intérêts à taux variables à hauteur de 10 026 milliers de francs (les emprunts à taux variables bénéficient pour un montant de 1 650 milliers de francs d'un taux maximal de 5 % et, pour un montant de 8 376 milliers de francs d'un taux minimal de 5% et d'un taux maximal de 7%).

9. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges comprennent :

	31/12/1998		31/12/1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Provisions pour litiges	112	7 332	6 922
Provisions pour engagements de retraites (1)	522	3 427	3 274
Autres provisions pour risques et charges	3	17	389
Total	1 643	10 776	10 585

(1) Les salariés du Groupe perçoivent, à l'occasion de leur départ à la retraite, une indemnité calculée conformément aux prescriptions des conventions collectives applicables aux différentes sociétés.

Le chiffrage des engagements contractés à ce titre par le Groupe envers ses salariés a été effectué sur la base d'une évaluation actuarielle portant sur les effectifs présents au 31 décembre 1998, et intégrant les éléments suivants :

- * une hypothèse de départ à la retraite à un âge compris entre 61 et 63 ans, en fonction de la date de naissance des salariés;
- * des probabilités de départ avant l'âge de la retraite issues des statistiques du Groupe;
- * des hypothèses de mortalité fondées sur la table INSEE 92-94;
- * des estimations d'évolution des salaires jusqu'au départ à la retraite;
- * un taux d'actualisation financière de 4,50%.

10. DETTES FISCALES ET SOCIALES

	31/12/1998		31/12/1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Taxe sur la valeur ajoutée	12 380	81 205	65 368
Organismes sociaux	9 078	59 546	35 011
Personnel	11 138	73 060	52 162
Etat et autres collectivités publiques	4 399	28 853	28 286
Total	36 994	242 664	180 827

11. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation sont constituées des éléments suivants :

	1998		1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Autres achats et charges externes (1)	- 9 682	- 63 513	- 69 192
Impôts et taxes	- 5 293	-34 719	- 30 396
Dotation aux amortissements	- 549	- 3 600	- 3 022
Dotation nette aux provisions d'exploitation	- 1 220	- 8 000	- 15 479
Autres charges d'exploitation	- 1 907	- 12 511	- 11 206
Total	- 18 651	- 122 343	- 129 295

(1) Les autres achats et charges externes s'analysent comme suit :

	1998		1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Sous-traitance	- 1 429	- 9 371	- 9 597
Primes d'assurances	- 1 354	- 8 881	- 8 789
Redevances (1)	-	-	- 8 087
Indemnités de transport, déplacements	- 1 403	- 9 201	- 7 709
Charges de location immobilière et de copropriété	- 1 268	- 8 325	- 7 459
Honoraires	- 1 020	- 6 690	- 7 310
Autres	- 3 208	- 21 045	- 20 241
Total	- 9 682	- 63 513	- 69 192

(1) Le montant comptabilisé en 1997, soit 8 087 milliers de francs (1 233 milliers d'euros), correspondait aux redevances relatives à la location-gérance du fonds de commerce Interwork. Ces redevances n'ont pas eu d'équivalent en 1998 du fait de l'acquisition du solde du fonds de commerce Interwork.

12. RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier est constitué des éléments suivants :

	1998		1997
	En milliers d'euros	En milliers francs	En milliers francs
Frais financiers sur participation des salariés	- 175	- 1 154	- 1 455
Frais financiers sur emprunts et sur découverts bancaires	- 92	- 603	- 862
Produits financiers perçus	65	428	40
Pertes de change, nettes	- 5	- 32	- 47
Autres	9	56	- 305
Total	- 198	- 1 305	- 2 629

13. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Les produits et charges exceptionnels comprennent les éléments suivants :

	1998		1997
	En milliers d'euros	En milliers francs	En milliers francs
Plus / (moins)-values sur cessions d'actifs immobilisés	- 199	- 235	1 795
Dotation nette aux provisions pour risques et charges exceptionnels	- 167	- 1095	- 143
Amortissement des fonds de commerce et des goodwill	- 250	- 1 643	- 994
Autres	71	463	- 1 792
Total	- 383	- 2 510	- 1 134

14. IMPOTS SUR LES RESULTATS

Sur la base des principes décrits en 1.I ci-dessus, la charge nette d'impôts sur les résultats s'analyse comme suit :

	1998		1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Impôts courants			
- impôts sur les sociétés	- 3 264	- 21 412	- 16 362
- contribution de 10%	- 327	- 2 141	- 1 636
- contribution de 15%	- 490	- 3 212	- 2 454
Impôts différés nets			
- impôts sur les sociétés	195	1 280	1 429
- contribution de 10%	20	128	142
- contribution de 15%	- 7	- 49	116
Total	- 3 873	- 25 406	- 18 765

L'écart entre le taux d'impôt sur les bénéfices en France (33,33%) et le taux effectif de l'impôt dans les comptes consolidés du Groupe CRIT s'explique essentiellement par les éléments suivants :

	1998	1997
Taux théorique d'impôt sur les bénéfices	33,33%	33,33%
Imputation de crédits d'impôt		- 0,14%
Différences permanentes non imposables	0,77%	0,30%
Contributions exceptionnelles de 10% et 15%	9,21%	8,70%
Taux effectif d'impôt sur les bénéfices	43,31%	42,19%

15 - EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE

CRIT S.A. a été introduite le 18 mars 1999 sur le Second Marché de la Bourse de Paris.

16 - MEILLEURES REMUNERATIONS

	1998		1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Montant global des 10 meilleures rémunérations allouées dans le Groupe durant l'exercice	933	6 121	5 844

Aucune avance ou crédit n'a été alloué aux dirigeants du Groupe CRIT.

17. ENGAGEMENTS FINANCIERS

a) Engagements donnés

Catégories d'engagement	31/12/1998		31/12/1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Cautions	1 477	9 690	14 764
Total	1 477	9 690	14 764

b) Engagements reçus

Catégories d'engagement	31/12/1998		31/12/1997
	En milliers d'euros	En milliers de francs	En milliers de francs
Caution SOCAMETT	9 177	60 196	53 820
Total	9 177	60 196	53 820

18. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES

Société	% d'intérêt		Méthode de consolidation
	1998	1997	
CRIT S.A. (Saint-Ouen) N° SIREN : B 622 045 383 00255	-	-	Intégration globale
CRIT INTERIM S.A. (Saint-Ouen) N° SIREN : B 304 092 470 00317	98,90	98,90	Intégration globale
C'CLEAN (Saint-Ouen) N° SIREN : B 552 118 101 00039	99,00	99,00	Intégration globale
CRIT CENTER (Saint-Ouen) N° SIREN : B 652 016 270 00041	95,00	95,00	Intégration globale
RUSH (Saint-Ouen) N° SIREN : B 692 039 183 00052	97,90	97,90	Intégration globale
LES VOLANTS (Saint-Ouen) N° SIREN : B 301 938 817 00063	98,08	98,08	Intégration globale
HILLARY (Saint-Ouen) N° SIREN : B 304 668 510 00049	99,90	99,50	Intégration globale
E.C.M. (Saint-Ouen) N° SIREN : B 732 050 034 00063	99,00	99,00	Intégration globale
CRIT SECURITE LES BERGERS (Saint-Ouen) N° SIREN : B 732 050 042 00074	95,00	95,00	Intégration globale
MASER (Saint-Ouen) N° SIREN : B 732 050 026 00150	99,00	99,00	Intégration globale
LES COMPAGNONS (Saint-Ouen) N° SIREN : B 309 979 631 00103	95,00	95,00	Intégration globale
COMPUTER ASSISTANCE (Saint-Ouen) N° SIREN : B 732 050 018 00074	95,00	95,00	Intégration globale
LEBREC (Saint-Ouen) N° SIREN : B 572 181 097 00054	95,00	95,00	Intégration globale
AB INTERIM (Saint-Ouen) N° SIREN : B 642 009 583 00047	95,00	95,00	Intégration globale
R.H.F. (Saint-Ouen) N° SIREN : B 343 185 062 00019	95,00	95,00	Intégration globale
A.E.S. (Paris) N° SIREN : B 398 043 711 00017	Fusionnée	95,00	Intégration globale
ATIAC (Rouen) N° SIREN : B 690 500 871 00015	50,00	50,00	Intégration globale
VIGILIA SOCIETE NOUVELLE (Noisiel) N° SIREN : B 398 376 392 00013	Fusionnée	96,00	Intégration globale

Société	% d'intérêt		Méthode de consolidation
	1998	1997	
PROTHEUS (Paris) N° SIREN : B 398 039 859 00010	Fusionnée	95,00	Intégration globale
KO PROTECTION (Paris) N° SIREN : B 399 370 386 00019	95,00	95,00	Intégration globale
SCI RIGAUD PREMILHAT (Bois Rigaud) N° SIREN : B 312 086 390 00019	90,00	90,00	Intégration globale
SCI RUITZ LES MEURETS (Barlin) N° SIREN : B 310 728 258 0016	90,00	90,00	Intégration globale
ARIANE COURSES (Saint-Ouen) N° SIREN : B 334 077 138 00017	95,00	-	Intégration globale

CRIT S.A.

COMPTES SOCIAUX

BILAN AU 31 DECEMBRE 1998 (en milliers de francs)

	Notes	1998			1997		
		Brut	Amort. Dépréc.	Net	Brut	Amort. Dépréc.	Net
Immobilisations incorporelles	3-5	5 773	5 440	333	5 215	5 100	115
Immobilisations corporelles	3-4	6 960	3 038	3 922	6 869	2 858	4 011
Immobilisations financières	3-5	16 233	5 105	11 128	11 668	1 105	10 563
Total actif immobilisé		28 966	13 583	15 383	23 752	9 063	14 689
Stocks	6-5	10 118	1 308	8 810	10 118	1 308	8 810
Clients et comptes rattachés	7	4 795	42	4 753	4 215		4 215
Autres actifs	8	11 916	395	11 521	16 457	4 566	11 891
Disponibilités		10 307		10 307	4 049		4 049
Total actif circulant		37 136	1 745	35 391	34 839	5 874	28 965
TOTAL DE L'ACTIF		66 102	15 328	50 774	58 591	14 937	43 654

	Notes	1998	1997
Capital	9	22 500	22 500
Réserves		4 352	568
Ecart de réévaluation			
Résultat de l'exercice		10 839	8 824
Provisions réglementées			
Total capitaux propres		37 691	31 892
Provisions pour risques et charges	5	338	340
Total provisions pour risques et charges		338	340
Emprunts et dettes financières	10	1 181	1 505
Fournisseurs et comptes rattachés		2 747	1 493
Dettes fiscales et sociales	11	8 227	8 075
Autres dettes		590	349
Total dettes		12 745	11 422
TOTAL DU PASSIF		50 774	43 654

CRIT S.A.

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 1998 et 1997
(en milliers de francs)

	Notes	1998	1997
Chiffre d'affaires	13	20 263	17 996
Reprise de provisions		102	513
Autres produits		435	41
Produits d'exploitation		20 800	18 550
Variation de stock de marchandises			
Achats consommés		- 22	- 92
Autres charges externes		- 11 330	- 10 017
Impôts et taxes		- 813	- 879
Salaires et traitements	14	- 2 316	- 2 840
Charges sociales		- 989	- 1 106
Dotations aux amortissements		- 570	- 271
Dotations aux provisions		- 42	- 1 642
Autres charges		- 116	- 122
Charges d'exploitation		- 16 198	- 16 969
Résultat d'exploitation		4 602	1 581
Quote part sur opérations faites en commun		26	
Résultat financier	15	8 498	7 120
Résultat exceptionnel	16	- 185	1 406
Bénéfice avant impôt		12 941	10 107
Impôt sur les bénéfices		- 2 102	- 1 283
Résultat net		10 839	8 824

CRIT S. A.

TABLEAUX DE FINANCEMENT (en milliers de francs)

Année	1998	1997
Résultat net de l'exercice	10 839	8 824
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	570	307
Dotation nette des provisions pour risques et charges	- 37	4 517
(Plus) / moins values sur cessions d'immobilisations corporelles		- 1 490
(Plus) / moins values sur cessions d'immobilisations financières	- 46	
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	11 326	12 159
(Augmentation) / réduction des valeurs de l'exploitation		
(Augmentation) / réduction des créances clients et comptes rattachés	- 580	2 432
(Augmentation) / réduction des autres débiteurs	4 398	- 3 681
Augmentation / (réduction) des dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 254	- 1 039
Augmentation / (réduction) des dettes fiscales et sociales	153	1 172
Augmentation / (réduction) des autres passifs à court terme	- 44	- 4 148
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION	16 506	6 895
Dividendes	- 5 040	- 3 600
Remboursement net des prêts et créances à plus d'un an		
Augmentation nette des dettes financières à plus et à moins d'un an	- 513	- 400
FLUX LIES AUX OPERATIONS FINANCIERES	- 5 553	- 4 000
Investissements en immobilisations corporelles et incorporelles	- 650	- 180
Produits de cessions d'immobilisations corporelles		2 670
Variation des autres immobilisations financières	- 4 519	- 115
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	- 5 169	2 375
VARIATION DE LA TRESORERIE	5 784	5 270
Trésorerie au 1er Janvier	3 985	- 1 285
Variation de la trésorerie	5 784	5 270
Trésorerie au 31 Décembre	9 769	3 985

PROJET D’AFFECTATION DU RESULTAT (en francs)

Origines :	
Bénéfice de l'exercice	10 838 628,84 Frs
	<hr/>
	10 838 628,84 Frs
Affectations :	
Dividendes	6 525 000,00 Frs
Autres réserves	4 313 628,84 Frs
	<hr/>
	10 838 628,84 Frs

CRIT S.A.

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX
pour les exercices clos au 31 décembre 1998 et 1997

1. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

a) Application des conventions comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre;
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des droits audiovisuels enregistrés à leur valeur d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. Compte tenu des faibles perspectives actuelles de commercialisation de ces droits, une provision pour dépréciation a été constituée.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

L : Linéaire
D : Dégressif

Immobilisations corporelles	Durée	Mode
Constructions	20	L
Installations techniques, matériel outillage	10	D-L
Installations générales, agencements et aménagements	10	L
Matériel de transport	5	L
Matériel de bureau et informatique	3-5	D-L
Mobilier	5	L

Les amortissements dégressifs sont traités en amortissements dérogatoires.

d) Participations et autres titres

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire est calculée à partir des capitaux propres corrigés de chaque filiale et tient compte des perspectives d'avenir.

e) Stocks

Les stocks concernent l'activité marchand de bien.

Ils sont valorisés au prix de revient réel d'acquisition. Une provision est constatée s'il existe un écart entre la valeur probable de réalisation et la valeur brute.

f) Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

g) Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan au plus bas de leur coût d'acquisition ou de leur valeur de marché.

h) Provision pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dans le respect des principes comptables.

Les indemnités pour départ à la retraite, non constatées dans les comptes, sont mentionnées parmi les engagements hors bilan.

i) Intégration fiscale

En tant que société tête de groupe, CRIT S.A. est seule redevable de l'impôt sur les résultats, du pré-compte, de l'imposition forfaitaire annuelle, en application des dispositions de l'article 223 A du CGI.

L'impôt sur les résultats ou l'économie éventuelle liée à l'intégration fiscale est comptabilisé par chaque société, y compris la société tête de groupe.

2. EVENEMENTS DE L'EXERCICE

Acquisition de 425 parts de la société Ariane courses. CRIT S.A. portant ainsi sa participation de 10 à 95 %.

CRIT S.A.

INFORMATIONS RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN
(en milliers de francs)

3. ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

BRUTS	1997	Acquisitions	Cessions	1998
Droits audiovisuels	5 100			5 100
Licences		558		558
Droit au bail	115			115
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 215	558		5 773
Terrains	3 011			3 011
Constructions	1 179			1 179
Installations techniques	165			165
Installations générales	1 772	47		1 819
Matériel de transport	89	1		90
Matériel de bureau, info, mobilier	653	43		696
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 869	91		6 960
Titres de participation	10 925	4 821	240	15 506
Prêts	689		12	677
Dépôts et cautionnements	54		4	50
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 668	4 821	256	16 233
TOTAL GENERAL	23 752	5 470	256	28 966

4. ETAT DES AMORTISSEMENTS

AMORTISSEMENTS	1997	Dotations	Reprises	1998
Licence		340		340
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		340		340
Terrains				
Constructions	788	42		830
Installations techniques	141	7		148
Installations générales	1 253	117		1 370
Matériel de transport	89			89
Matériel de bureau, info, mobilier	587	14		601
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 858	180		3 038
TOTAL GENERAL	2 858	520		3 378

5. ETAT DES PROVISIONS

PROVISIONS	1997	Dotations	Reprises	1998
Amortissements dérogatoires				
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provision pour litiges Prud'hommes				
Provision pour litiges client		100		100
Provision pour litiges fournisseurs	6			6
Provision situation nette négative filiales	334		102	232
TOTAL PROVISION RISQUES ET CHARGES	340	100	102	338
Provision dépréciation droits audiovisuels	5 100			5100
Provision dépréciation titres participations	1 075	4 000		5 075
Provision dépréciation prêts	30			30
Provision dépréciation stocks	1 308			1 308
Provision dépréciation comptes clients		42		42
Provision dépréciation comptes courants filiales	4 472	5	4 082	395
Provision dépréciation autres débiteurs				
TOTAL PROVISION POUR DEPRECIATION	11 985	4 047	4 082	11 950
TOTAL GENERAL	12 325	4 147	4 184	12 288

6. STOCKS

	1998	1997
Appartement	8 368	8 368
Local industriel	1 750	1 750
TOTAL VALEUR BRUTE	10 118	10 118
Provision pour dépréciation	1 308	1 308
TOTAL VALEUR NETTE	8 810	8 810

7. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Ces créances, à moins d'un an d'échéance, concernent essentiellement les sociétés du groupe.

8. AUTRES ACTIFS

	1998	1997
TVA	583	381
Comptes courants intégration fiscale	5 492	6 644
Comptes courants filiales	5 458	8 905
Charges constatées d'avance	145	159
Charges à répartir	33	83
Autres	205	285
TOTAL	11 916	16 457

Ces créances sont à moins d'un an d'échéance excepté les comptes courants Atiac, et SCI Ruitz Les Meurets qui font l'objet d'une dépréciation totale (395 KF).

9. CAPITAUX PROPRES

- Composition du capital social

CATEGORIES DE TITRES	NOMBRE DE TITRES			VALEUR NOMINALE
	à la clôture exercice	création dim. valeur nominale	création incorporation réserves	
Actions ordinaires	2 250 000			10

- Capitaux propres

	31.12.97	Augmentation de capital	Autres Variations	Affectation du Résultat	31.12.98
Capital	22 500				22 500
Réserve légale	496			1 754	2 250
Ecart de réévaluation					
Réserve réglementée					
Autres réserves	72			2 030	2 102
Résultat 1997	8 824			- 8 824	
Provisions réglementées					
Capitaux propres hors résultat 1997	31 892			- 5 040	26 852
Résultat 1998					10 839
Dividendes				5 040	
TOTAL	31 892				37 691

10. DETTES FINANCIERES

	1998	1997
Emprunts auprès des établissements de crédit	51	145
Cautionnement reçu	4	
Découverts bancaires	487	
Participations des salariés	634	1 070
Comptes courants du groupe et associés	5	290
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	1 181	1 505

Les emprunts sont à taux fixe.

L'échéancier des dettes financières s'analyse ainsi :

	1998	1997
Partie à court terme	1 181	1 505
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	1 181	1 505

11. DETTES FISCALES ET SOCIALES

	1998	1997
Personnel	261	243
Organismes sociaux	484	465
Impôts sur les bénéfices	6 392	6 445
T.V.A.	842	722
Autres charges fiscales	248	200
TOTAL DES DETTES FISCALES ET SOCIALES	8 227	8 075

12. SOLDES ET OPERATIONS GROUPE

Les soldes et mouvements avec les sociétés liées sont les suivants :

	1998	1997
ACTIF		
Clients	4 739	4 199
Comptes courants	10 950	15 548
PASSIF		
Fournisseurs	509	353
Comptes courants		290
PRODUITS		
Chiffre d'affaires	19 947	17 500
Intérêts	212	262
Dividendes	8 139	9 929
CHARGES		
Autres charges externes	3 927	2 388
Intérêts	3	68

RENSEIGNEMENTS DIVERS

13. CHIFFRE D'AFFAIRES

L'essentiel du chiffre d'affaires est constitué par la refacturation des frais de gestion auprès des filiales.

14. EFFECTIF ET REMUNERATION DES DIRIGEANTS

L'effectif est de 4 personnes.

La rémunération des organes d'administration et de direction n'est pas fournie, cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

15. RESULTAT FINANCIER

	1998	1997
Dépréciation comptes courants	- 5	- 2 711
Dépréciation titres	- 4 000	
Dépréciation prêts		- 30
Dépréciation autres débiteurs		- 94
Intérêts sur emprunts	- 1	- 26
Intérêts sur participations	- 4	- 98
Intérêts sur découverts	- 4	- 87
Intérêts sur comptes courants (net)	209	194
Reprise sur provision dépréciations comptes courants	4 082	
Dividendes	8 139	9 929
Produits sur placements	81	38
Gains de change	1	5
Autres		
Net	8 498	7 120

16. RESULTAT EXCEPTIONNEL

	1998	1997
Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations	45	1 490
Pénalité sur droits enregistrement	- 229	
Amortissements dérogatoires		- 87
Autres	- 1	3
Net	- 185	1 406

17. CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

	31/12/97	augmentation	dotation	31/12/98
Charges à répartir sur plusieurs exercices	83		50	33

18. DETAIL DES CHARGES A PAYER

	31/12/1998
Intérêts courus sur participation des salariés	338
Fournisseurs factures non parvenues	835
Dettes provisionnées pour congés payés	74
Etat impôts et taxes à payer	248
Assurance à payer	578
Banque intérêts courus à payer	51
TOTAL	2 124

19. DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

	31/12/1998
Fournisseurs avoirs à recevoir	4
Assurance à recevoir	193
TOTAL	197

20. NATURE DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	31/12/1998
Exploitation	145
TOTAL	145

21. REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	13 126	2 083	11 043
Résultat exceptionnel	- 185	19	- 204
Résultat comptable	12 941	2 102	10 839

22. ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31/12/1998
Provision pour indemnités de départ à la retraite	32
Engagements donnés sur emprunts	8 190
Autres engagements donnés	1 500

23. FISCALITE LATENTE

Il n'existe pas de montant significatif à cet égard.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (en milliers de francs)

	Capital	Capitaux Propres autres que le capital	Quote-Part du capital détenue (en%)	Valeur comptable des titres détenus (brute)	Valeur comptable des titres détenus (nette)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffres d'affaires H.T. du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Filiales										
CRIT INTERIM	10 000	74 247	98,90	5 807	5 807		6 440	759 916	19 838	4 945
LEBREC	1 000	- 792	95,00	1	1			5 149	6	
CRIT CENTER	350	3 989	95,00	556	556			38 727	1 591	
CRIT SECURITE	400	2 354	95,00	1 218	1 218			47 152	- 16	537
KO PROTECTION	50	57	95,00	47	47			1 616	- 218	284
E.C.M	200	1 675	99,00	198	198		1 500	13 682	375	
MASER	1 000	3 052	99,00	198	198			57 274	1 172	432
COMPUTER	200	441	95,00	22	22			8 774	113	181
HILLARY	50	- 283	99,90	4 995	0			2 946	182	
RUSH	500	764	97,90	490	490			7 897	305	81
LES COMPAGNONS	300	12 636	95,00	285	285		1 750	196 976	5 256	949
C'CLEAN	200	871	99,00	470	470			15 873	- 48	
R.H.F	50	1 263	95,00	48	48			9 711	699	162
AB INTERIM (***)	150	2406	95,00	N/S	N/S			47 560	1 517	570
ARIANE COURSES	50	1 013	95,00	926	926			498	- 41	
Détentions indirectes										
LES VOLANTS	2 100	852	98,08	0	0			19 686	576	
Autres participations										
ATIAC (*)	150	- 867	50,00	75	0	185		0	- 8	
SCI BOIS RIGAULT	100	282	90,00	76	76	29		74	248	
SCI RUITZ LES MEURETS (*)	100	- 10	90,00	90	90	207		0	- 4	
S.N.I (**)	40			5	0					

(*) Avances provisionnées à 100%

(**) Données non communiquées : Société en liquidation judiciaire depuis le 16 octobre 1995

(***) Valeur comptable brute et nette des titres : 3 francs

N/S : Non significative

CRIT S.A.

ETATS FINANCIERS AU 31/12/1998

(en milliers de francs)

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté Durée de l'exercice	31/12/98 12 mois	31/12/97 12 mois	31/12/96 12 mois	31/12/95 12 mois	31/12/94 12 mois
Capital en fin d'exercice					
Capital social	22 500 000	22 500 00	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	2 250 000	2 250 000	4 500	4 500	4 500
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
Opérations et résultats					
Chiffre d'affaires h.t.	20 263 308	17 995 753	19 945 055	19 231 178	23 541 773
Résultat avant impôts, participation, dot. amortissements et provisions	13 473 563	14 932 043	- 3 274 423	- 2 619 696	12 630 045
Impôts sur les bénéfices	2 101 925	1 283 100	962 231	69 293	645 014
Participation des salariés					
Dotations amortissements et provisions	533 009	4 824 705	- 5 147 658	- 2 832 155	11 700 217
Résultat net	10 838 629	8 824 238	911 004	143 166	284 814
Résultat distribué		5 040 000	3 600 000		
Résultat par action					
Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements-provisions	5	6	- 941	- 598	2 663
Résultat après impôt, participation, dot. amortissements et provisions	5	4	202	32	63
Dividende attribué		2,24	800,00		
Personnel					
Effectif moyen des salariés	4	5	12	6	11
Masse salariale	2 315 842	2 840 189	2 915 171	3 494 274	2 849 998
Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité Soc., oeuvres sociales..)	988 888	1 105 719	1 183 946	1 312 114	1 095 595

RICOL, LASTEYRIE & ASSOCIÉS

135, boulevard Haussman
75008 Paris

COOPERS & LYBRAND AUDIT

32, rue Guersant
75017 Paris

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1998

Messieurs les actionnaires
CRIT S.A.
Société Anonyme au capital de F. 22 500 000
152 bis, avenue Gabriel Péri
93400 Saint-Ouen

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société CRIT S.A., relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1998, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes et apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

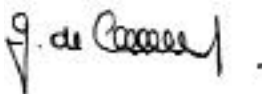
Nous certifions que les comptes consolidés sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 21 avril 1999

Les commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Ricol, Lasteyrie & Associés



Gilles de Courcel

Coopers & Lybrand Audit



Christian Martin

RICOL, LASTEYRIE & ASSOCIÉS

135, boulevard Haussman
75008 Paris

COOPERS & LYBRAND AUDIT

32, rue Guersant
75017 Paris

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1998

Messieurs les actionnaires

CRIT S.A.

Société Anonyme au capital de F. 22 500 000

152 bis, avenue Gabriel Péri

93400 Saint-Ouen

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 1998 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CRIT SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

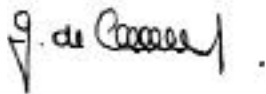
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 21 avril 1999

Les commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Ricol, Lasteyrie & Associés



Gilles de Courcel

Coopers & Lybrand Audit



Christian Martin

RICOL, LASTEYRIE & ASSOCIÉS

135, boulevard Haussman
75008 Paris

COOPERS & LYBRAND AUDIT

32, rue Guersant
75017 Paris

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS PREVUES A L'ARTICLE 101
DE LA LOI DU 24 JUILLET 1966**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1998

Messieurs les actionnaires

CRIT S.A.

Société Anonyme au capital de F. 22 500 000

152 bis, avenue Gabriel Péri

93400 Saint-Ouen

Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. En application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, nous avons été avisés des conventions qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il nous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I - CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE ET PREALABLEMENT

AUTORISEES

Avec Monsieur et Madame Claude Guedj

La société CRIT S.A. a consenti à Monsieur et Madame Claude Guedj une location de l'appartement sis Paris 16^{ème} pour une durée de 6 années moyennant un loyer mensuel hors taxes et charges de 19 000 francs. Cette convention a été autorisée par votre Conseil d'Administration du 5 janvier 1998.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

II - CONVENTIONS CONCLUES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Avec la société «Crit Intérim»

Personnes concernées : Monsieur Claude Guedj, Madame Nathalie Jaoui, Madame Karine Guedj, Madame Yvone Guedj

Votre société a accordé sa caution à Crit Intérim à hauteur de 5 000 000 francs pour une durée de quatre années à partir de 1997 au profit de la BICS.

Avec la société «Crit Intérim»

Personnes concernées : Monsieur Claude Guedj, Madame Nathalie Jaoui, Madame Karine Guedj, Madame Yvone Guedj

Votre société a accordé sa caution à Crit Intérim à hauteur de 38 040 000 francs pour une durée limitée du 1er juillet au 31 août 1998, au profit de la SOCAMETT. Aucune caution nouvelle n'a été sollicitée.

Avec la société «Maser»

Personnes concernées : Monsieur Claude Guedj

Votre société loue à la S.A.R.L. «Maser» des locaux, route de l'Etang à Bois le Roi (77590).

Le produit de l'exercice s'est élevé à 600 000 francs.

Avec la société «Crit Intérim»

Personnes concernées : Monsieur Claude Guedj, Madame Nathalie Jaoui, Madame Karine Guedj, Madame Yvone Guedj

Votre société a accordé sa caution à Crit Intérim à hauteur d'une somme en principal de 1 440 000 francs pour une durée de 5 ans au titre du prêt consenti par la BPC à cette société.

Avec la société «Les Compagnons»

Personne concernée : Monsieur Claude Guedj

Votre société a accordé sa caution à la société Les Compagnons à hauteur d'une somme en principal de 1 750 000 francs pour une durée de 5 ans au titre du prêt consenti par la BPC à cette société.

Avec la société «Maser»

Personne concernée : Monsieur Claude Guedj

Votre société a accordé sa caution à la société Maser à hauteur de 1 500 000 francs pour une durée illimitée au profit du Crédit Lyonnais.

Fait à Paris, le 21 avril 1999

Les commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Ricol, Lasteyrie & Associés



Gilles de Courcel

Coopers & Lybrand Audit



Christian Martin

TEXTE DES PROJETS DE RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 24 JUIN 1999

Première résolution

Formalités de convocation

L'Assemblée Générale donne acte au Conseil d'Administration de la régularité de la convocation à la présente Assemblée et de la mise à disposition des actionnaires des documents sociaux dans les délais légaux.

Deuxième résolution

Approbation des comptes annuels

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 Décembre 1998, approuve tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice, se soldant par un bénéfice net comptable de 10 838 628,84 Francs.

Elle approuve également les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Troisième résolution

Approbation des conventions « article 101 »

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, approuve la convention visée par les dispositions de l'Article 101 de la Loi sur les sociétés commerciales, mentionnée audit rapport et régulièrement autorisée par le Conseil d'Administration.

Quatrième résolution

Quitus aux administrateurs

L'Assemblée Générale, comme conséquence des résolutions qui précèdent, donne quitus aux mandataires sociaux de l'exécution de leur mission pour l'exercice 1998.

Cinquième résolution

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 Décembre 1998 s'élevant à 10 838 628,84 Francs :

- | | |
|--|---------------------|
| - A titre de dividende aux actionnaires, | 6 525 000,00 Francs |
| Soit 2,90 Francs pour chacune des 2 250 000 actions composant le capital social, | |
| ouvrant droit à un impôt déjà versé au Trésor de 1,45 Francs | |
| et à un revenu à déclarer de 4,35 Francs. | |
| - Le solde, soit | 4 313 628,84 Francs |
| Au poste « Autres réserves » | |

Le dividende sera mis en paiement au plus tard le 15 Septembre 1999.

Sixième résolution

Renouvellement de mandats

L'Assemblée Générale, constatant que les mandats de la Société PRICE WATERHOUSE COOPERS, Commissaire aux Comptes titulaire, et de Monsieur Jean-Marie FORSZPANIAK, Commissaire aux Comptes suppléant, arrivent à expiration, décide, sur proposition du Conseil d'Administration, de renouveler lesdits mandats pour une durée de six exercices, expirant à l'issue de l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2004.

Septième résolution

Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal, en vue de l'accomplissement des formalités de publicité légales et réglementaires.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ADMINISTRATION ET LA DIRECTION

I - CONSEIL D'ADMINISTRATION

Claude Guedj

Yvonne Guedj

Karine Guedj

Nathalie Jaoui

II - DIRECTION

Claude Guedj

Président Directeur Général

III - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Société COOPERS & LYBRAND AUDIT SA

Société RICOL, LASTEYRIE & ASSOCIES

Monsieur Jean-Marie FORSZPANIAK

Monsieur Jean-Charles de LASTEYRIE